**Demande de décision préjudicielle présentée par le Fővárosi Ítéltábla (Hongrie) le 2 mars 2015 —
Gazdasági Versenyhivatal/Siemens Aktiengesellschaft Österreich**

(Affaire C-102/15)

(2015/C 171/22)

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Fővárosi Ítéltábla

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Gazdasági Versenyhivatal

Partie défenderesse: Siemens Aktiengesellschaft Österreich

Question préjudicielle

La créance ayant son origine dans le remboursement — qui s'est ultérieurement avéré injustifié — à une partie établie dans un autre État membre d'une amende qui avait été infligée à celle-ci dans le cadre d'une procédure en matière de concurrence et dont elle s'était acquittée, créance que l'autorité de concurrence fait valoir à l'encontre de la partie en question afin de récupérer les intérêts qu'elle avait versés à celle-ci conformément à ce que la loi prévoit dans le cas d'un remboursement, relève-t-elle de la matière quasi-délictuelle au sens de l'article 5, point 3, du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 ⁽¹⁾?

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil, du 22 décembre 2000, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (JO 2001, L 12, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par la cour d'appel de Pau (France) le 6 mars 2015 —
Association des Utilisateurs et Distributeurs de l'AgroChimie Européenne (Audace), Phyteron 2000
SAS, Association des éleveurs solidaires, Cruzalebes EARL, Des deux rivières EARL, Mounacq EARL/
GAEC Reconnu La Vinardière, Ministère public**

(Affaire C-114/15)

(2015/C 171/23)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Cour d'appel de Pau

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Association des Utilisateurs et Distributeurs de l'AgroChimie Européenne (Audace), Phyteron 2000 SAS, Association des éleveurs solidaires, Cruzalebes EARL, Des deux rivières EARL, Mounacq EARL

Parties défenderesses: GAEC Reconnu La Vinardière, Ministère public

Questions préjudicielles

- 1) Une réglementation nationale, qui réserve l'accès aux importations parallèles de médicaments vétérinaires exclusivement aux distributeurs en gros titulaires de l'autorisation prévue par l'article 65 de la directive 2001/82/CE ⁽¹⁾ et en exclut ainsi les ayants droits à la distribution au détail et les éleveurs, est-elle conforme aux dispositions des articles 34 à 36 TFUE?

- 2) Les dispositions de l'article 65 de la directive 2001/82/CE et de l'article 16 de la directive «services» 2006/123/CE⁽²⁾ impliquent-elles qu'un État membre est fondé à ne pas reconnaître les autorisations de distribution en gros de médicaments vétérinaires délivrées par les autorités compétentes des autres États membres à leurs propres ressortissants et à exiger que ceux-ci soient titulaires, au surplus, de l'autorisation de distribution en gros délivrée par ses propres autorités compétentes nationales pour être en droit de solliciter et d'exploiter des autorisations d'importations parallèles de médicaments vétérinaires dans cet État membre?
- 3) Une réglementation nationale qui assimile les importateurs parallèles de médicaments vétérinaires aux titulaires d'une autorisation d'exploitation dont l'exigence n'est pas prévue par la directive 2001/82/CE modifiée instituant un Code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires et qui, en conséquence, les soumet aux obligations de disposer d'un établissement sur le territoire de l'État membre concerné et de satisfaire à l'ensemble des opérations de pharmacovigilance prévues par les articles 72 à 79 de ladite directive est-elle conforme aux articles 34, 36, 56 TFUE et à l'article 16 de la directive «services» 2006/123/CE?

⁽¹⁾ Directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires (JO L 311, p. 1).

⁽²⁾ Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur (JO L 376, p. 36).

Demande de décision préjudicielle présentée par la Court of Appeal (England & Wales) (Civil Division) (Royaume-Uni) le 6 mars 2015 — Secretary of State for the Home Department/NA

(Affaire C-115/15)

(2015/C 171/24)

Langue de procédure: l'anglais

Jurisdiction de renvoi

Court of Appeal (England & Wales) (Civil Division)

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Secretary of State for the Home Department

Partie défenderesse: NA

Questions préjudicielles

- 1) Le ressortissant d'un pays tiers ex-conjoint d'un citoyen de l'Union doit-il être en mesure de montrer que son ancien conjoint exerçait les droits tirés des traités dans l'État membre d'accueil au moment du divorce afin de conserver un droit de séjour au titre de l'article 13, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE⁽¹⁾?
- 2) Un citoyen de l'Union bénéficie-t-il en droit de l'Union d'un droit de séjour dans un État membre d'accueil au titre des articles 20 et 21 TFUE lorsque le seul État de l'Union dans lequel ce citoyen est en droit de résider est l'État dont il a la nationalité, mais qu'il a été judiciairement constaté par une juridiction compétente que son éloignement de l'État membre d'accueil vers l'État dont il a la nationalité se ferait en violation des droits qu'il tire de l'article 8 de la CSDHLF et de l'article 7 de la Charte?
- 3) Si le citoyen de l'Union concerné au 2) ci-dessus est un enfant, le parent ayant la garde exclusive de cet enfant dispose-t-il d'un droit dérivé de séjour dans l'État membre d'accueil dans l'hypothèse dans laquelle l'enfant devrait accompagner le parent lors de l'éloignement de celui-ci de l'État membre d'accueil?